

Le Franco

Vol. 32 no 44

Edmonton, semaine du 27 novembre au 3 décembre 1998

12 pages

60c

Salon d'information jeunesse francophone

Tout près de 450 jeunes participent

PATRICK HENRI

Falher

Le 20 novembre dernier s'est tenu un événement très spécial dans la région de Rivière-la-Paix. Après plus de huit mois de travail, le premier salon d'information jeunesse francophone de l'Ouest sur l'emploi s'est déroulé au gymnase de l'école Héritage de Falher. Durant la journée, près de 450 jeunes se sont déplacés pour obtenir des réponses à des questions concernant leur avenir.

Le Salon est issu d'une initiative de Développement des ressources humaines du Canada et a été réalisé en collaboration avec Alberta Advanced Education and Career Development, le Conseil scolaire du Nord-Ouest no 1, la ville de Falher et la Société du Centre d'entrepreneuriat du Nord-Ouest. Pour l'occasion, plus de vingt-cinq exposants s'étaient déplacés afin de faire connaître aux jeunes francophones les possibilités qui s'offrent à eux après leurs études secondaires. Qu'ils proviennent d'institu-



Photo : Patrick Henri

Plus de vingt-cinq exposants, dont Vision internationale, ont participé au premier Salon d'information jeunesse en français qui s'est déroulé à Falher le 20 novembre dernier.

tions postsecondaires, du gouvernement, de groupes communautaires ou d'entreprises privées, tous avaient le même message : il y a de l'avenir pour les jeunes francophones en Alberta. L'organisation du Salon a été confiée à la firme Currie and Girard, qui a supervisé chacune des étapes allant de la promotion au montage des différents kiosques.

En plus de pouvoir visiter les différents exposants et de poser

plusieurs questions, les jeunes ont eu l'occasion d'assister à cinq ateliers répondant à plusieurs de leurs besoins. L'atelier sur le premier emploi a démontré l'importance que revêt une expérience de travail, même si elle n'est pas en lien avec le domaine d'études qui nous intéresse. Un premier emploi permet de développer des aptitudes qui seront toujours utiles sur le marché du travail. Un deuxième atelier portait sur

la rédaction d'un bon curriculum vitae. Par la suite, les jeunes ont pu s'informer des possibilités d'emploi dans la région, alors que Jean Nicolet de Falher Economic Development leur a fait découvrir les avantages à travailler dans la région.

L'entrepreneuriat représente également une avenue intéressante pour les jeunes. Trois entrepreneurs de la région ont parlé des étapes à respecter dans la création d'une entreprise et ont partagé leur propre expérience. Enfin, la préparation d'un bon budget est essentielle à la réussite, c'est pourquoi les représentants de la Caisse Horizon ont présenté un atelier sur la préparation d'un budget équilibré.

En raison du succès obtenu, il y a fort à parier que l'événement sera de retour l'an prochain. Il y a cependant de fortes chances qu'il soit appelé à se déplacer un peu partout dans la province afin de pouvoir rejoindre les jeunes des différentes régions. Quelques représentants des écoles d'Edmonton étaient d'ailleurs sur place pour prendre de l'information en vue de peut-être présenter le Salon dès l'an prochain.

Cette semaine...

Lancement du programme Y.E.S à Calgary...

à lire en page 2

Entretien avec le juge Michel Bastarache...

à lire en page 3

Un doctorat honorifique pour Claude Ryan...

à lire en page 6

Les élèves francophones en vedette...

à lire en page 7

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349
MICROFILM INC. SOCIÉTÉ CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

De la grande visite !

La communauté francophone d'Edmonton a été choyée la semaine dernière. En effet, MM. Claude Ryan et Michel Bastarache étaient de passage dans la capitale provinciale. Alors que M. Ryan recevait un doctorat honorifique de l'Université de l'Alberta, M. Bastarache rencontrait les juristes d'expression française. Plus de détails en page 3 (Michel Bastarache) et 6 (Claude Ryan).



Photo : Nathalie Kermol

MM. Claude Ryan et Claude Couture ont été surpris en grande conversation lors de la réception donnée en l'honneur de l'ancien politicien.



Photo : Nathalie Kermol

Le juge Michel Bastarache pose en compagnie de la présidente de l'ACFA provinciale, Mme Louise Villeneuve.

Je n'ai de
l'esprit que
dans mes
souvenirs.

Les confessions

À l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys :

De la visite olympique !

PATRICIA HÉLIE

Calgary

Les élèves de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys de Calgary ont eu la chance d'accueillir quatre athlètes olympiques de trois différentes disciplines pour le lancement du programme *Youth Education through Sport* (Y.E.S.) pour la nouvelle saison.

Danielle Goyette (médaillée d'argent en hockey féminin, 1998), Catriona LeMay-Doan (double médaillée d'or et médaillée de bronze en patinage de vitesse, 1998), Yannick Lize et Zoltan Esepregi (équipe canadienne de water polo) ont

télévision mais c'est difficile de savoir qui ils sont. On les voit pendant une minute ou une minute et demie, pendant leur course, mais c'est difficile de comprendre tous les efforts qu'ils ont mis, le combat quotidien et tout ce qu'il y a derrière tout ça : les sacrifices, les succès, les batailles, les combats. On veut donc présenter aux jeunes ce qu'il y a derrière la minute où l'athlète a gagné sa médaille ou la minute où il est tombé. Comme Catriona disait, lors des Jeux olympiques de 1992 elle est tombée. Tous ses espoirs se sont envolés en une fraction de seconde. »

Catriona LeMay-Doan a débuté son allocution par la

Les athlètes ont donc fait le récit de leurs aventures, parfois positives, parfois négatives, mais souvent difficiles. Derrière tout ça, un message de détermination, de confiance en soi et de courage.

Pour Catriona, il est très important de rencontrer les jeunes de cette façon, autant pour les élèves que pour elle. « Je pense que c'est important parce que ça montre aux étudiants que nous sommes vraiment des personnes normales. On a des bons et des mauvais jours. C'est aussi une expérience pour moi : quand je parle des expériences que j'ai eues, j'apprends toujours un peu plus de cette expérience. C'est une expérience d'apprentissage autant pour les élèves que pour moi. »

« Je fais des présentations avec le programme Y.E.S. depuis les débuts du programme en 1995, mais c'est la première fois que je le fais en français. C'est une bonne expérience même si quelques fois c'est difficile d'avoir la même passion qu'en anglais parce que je cherche un peu plus pour mes mots. »

« Le message que j'aimerais laisser aux jeunes, c'est d'avoir des buts et des rêves. Bien souvent, c'est la confiance en eux que les jeunes n'ont pas. Alors même s'ils ont une mauvaise expérience, il faut continuer et essayer encore et encore. »

De son côté, Danielle Goyette en était à sa quatrième présentation pour le programme Y.E.S. « C'est la deuxième fois que je le fais en français et, pour moi, c'est un peu plus facile de m'exprimer en français puisque je suis Québécoise. En anglais c'est l'fun, j'apprends beaucoup, mais côté émotionnel c'est beaucoup plus facile en français. »

Danielle trouve elle aussi important d'avoir l'occasion de rencontrer les jeunes, surtout que son histoire n'a rien d'un conte de fées. « Il y a un jeune garçon dans une autre école qui est venu me voir et qui m'a dit qu'il lui était arrivé quelque chose et qu'il pensait que c'était la fin du monde. Il a dit : "après avoir entendu ton histoire, c'est rien ce qui m'est arrivé. Je vais continuer à persister. La prochaine fois qu'il va m'arriver quelque chose je vais penser à toi et que c'est ce qui va me permettre de persévérer." Pour moi, si j'arrive à toucher seulement une personne dans les écoles où je passe, je pense que mon travail va être fait. »

Le programme Y.E.S. provient du *National Sports Center* de Calgary qui a pour

mission d'aider les athlètes à atteindre le podium ainsi que de les préparer à la vie après le sport. « Ils donnent de la formation aux athlètes qui sont intéressés à faire des présentations publiques, explique Mme Lapointe. C'est subven-

tionné par *Alberta Energie Compagnie* et aussi par la fondation charitable du Canadien Pacifique. »

Robert Walsh

C'est parti !

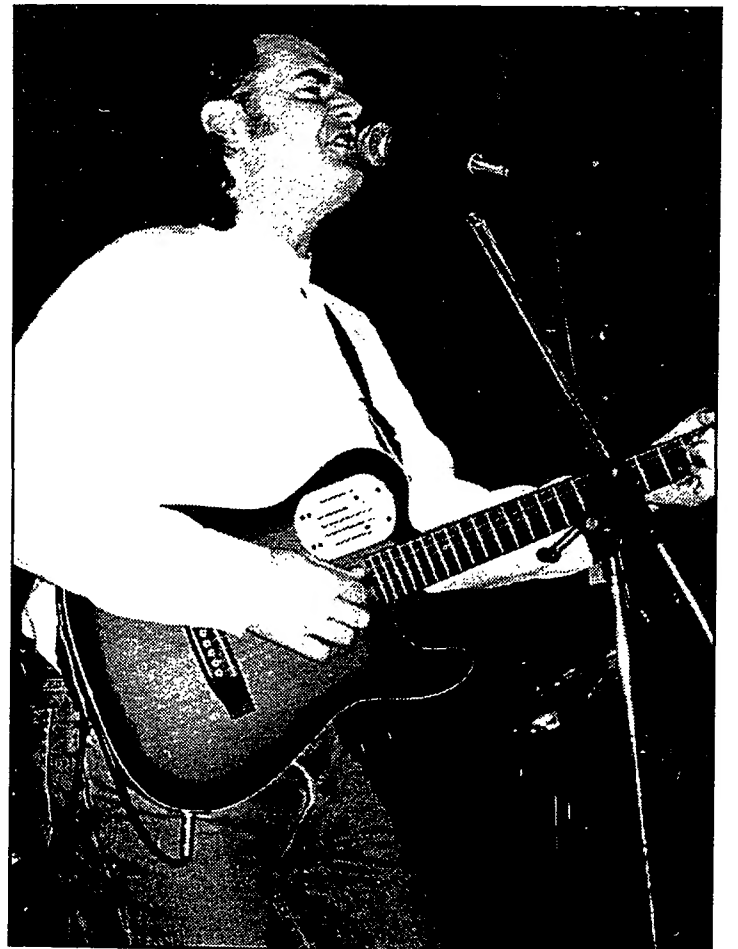
PATRICIA HÉLIE
Edmonton

C'est le samedi 21 novembre dernier qu'avait lieu le lancement officiel du tout nouvel album de Robert Walsh, *Walk through the fire*, au Sidetrack Café d'Edmonton. Un lancement très réussi si on se fie au nombre de personnes présentes et à la piste de danse qui était bien remplie.

Robert Walsh a su conquérir l'auditoire avec son énergie et, bien-sûr, ses chansons. Un répertoire d'ailleurs bourré d'expériences personnelles. « Quand j'écrivais des chansons pour les autres, je choisisais un thème et je le suivais, explique le principal intéressé. Sur mon album c'est différent, j'ai écrit des choses que j'ai vécues. Par exemple, je parle d'une relation que j'ai eue avec le fils d'une ancienne petite amie. Nous n'étions pas mariés mais je considérais cet enfant-là comme le mien. Lorsque nous nous sommes séparés, je n'avais aucun droit sur l'enfant et ça a été très difficile. »

« Il y a aussi une chanson qui parle du fait que ça prend parfois du courage pour faire ce qu'on aime, poursuit Robert. Quand j'étais à Toronto, je ne pouvais pas vivre uniquement de ma musique alors je travaillais comme garde de sécurité et ça allait trop bien. Moi qui n'avais jamais eu besoin de travailler en dehors de la musique, j'étais gérant de sécurité dans un grand hôpital pour enfants et, en six mois, j'étais devenu président de l'Association des gardes de sécurité d'hôpitaux en Ontario. Ça allait vraiment bien mais ce n'est pas ce que j'avais envie de faire. C'est pas facile de tout laisser pour faire ce qu'on aime. »

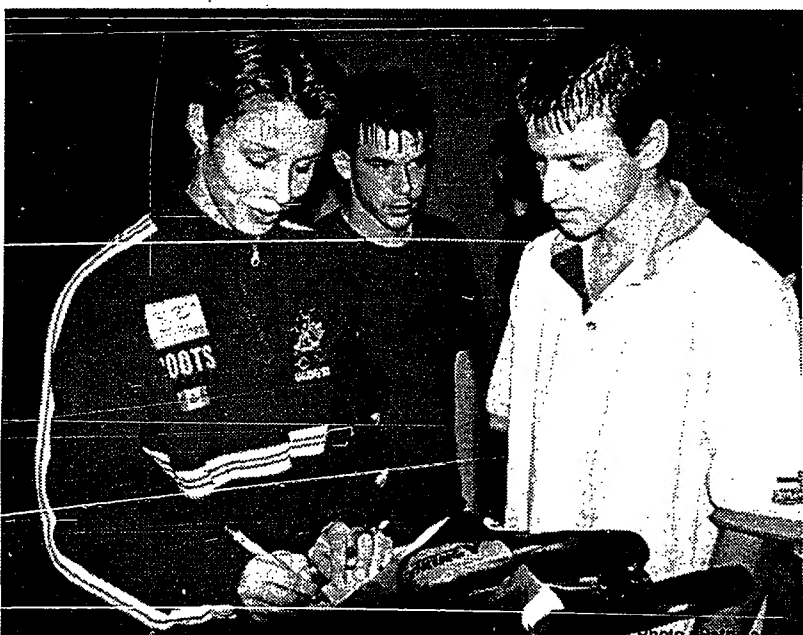
C'est le *Big Breakfast Boogie Band* qui a réchauffé la salle en première partie du spectacle de Robert Walsh.



Robert Walsh a procédé au lancement officiel de son album le 21 novembre dernier, au Sidetrack Café.



Josée Lapointe a eu la chance de pouvoir tenir entre ses mains la médaille d'argent de Danielle Goyette, médaille obtenue lors des derniers Jeux olympiques à Nagano.



Catriona LeMay-Doan s'est fait un plaisir de signer quelques autographes après sa présentation.

Photo : Patricia Hélie

défilé dans les classes pour rencontrer les jeunes.

« Le but de ces rencontres est que les athlètes puissent partager leur expérience avec les jeunes, explique Mme Josée Lapointe, animatrice culturelle à l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys. Souvent, ce sont des personnes qu'on voit à la

présentation d'un vidéo des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Accompagnés de Céline Dion avec la chanson *The power of the dream*, une série d'athlètes défilaient sous les yeux des jeunes, révélant des visages pleins d'espoir, des images de victoires et d'autres de défaites amères. Un vidéo qui n'a laissé personne indifférent.

Michel Bastarache en visite à Edmonton

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Monsieur Michel Bastarache, juge à la Cour suprême du Canada depuis le 30 septembre 1997, était de passage à Edmonton pour présenter une conférence auprès de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta en fin de semaine. Nous avons eu l'occasion de le rencontrer lors d'une réception organisée en son honneur par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) vendredi dernier, en fin d'après-midi.

Le Franco : Monsieur Bastarache, les Franco-Albertains vous connaissent surtout comme un grand défenseur des droits linguistiques. Lorsque vous déclarez que les législateurs ont une interprétation restrictive des droits linguistiques, que voulez-vous dire exactement ?

Michel Bastarache : Je faisais référence ici à la décision de la Cour suprême dans l'affaire de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick qui a, en fait, orienté les tribunaux vers une interprétation restrictive. Ce qui était arrivé dans cette affaire c'est que la Cour avait déterminé que ces droits avaient été reconnus en fonction d'un principe politique plutôt que des droits qui avaient un caractère universel, comme ceux qui sont reconnus, disons, dans la charte des Nations Unies. Dans un tel contexte politique, la Cour pensait qu'il fallait les interpréter de façon restrictive pour ne pas s'écarter trop de la volonté des législateurs à l'origine, qui était de reconnaître des droits existants, qui étaient assez limités. Moi, je pense que c'est une erreur car tous les droits fondamentaux devraient finalement être interprétés en fonction du même principe de base. Et, le principe de base c'est justement que ce qui est reconnu à l'origine, c'est la nature d'un droit, mais ensuite son application concrète doit

être ajustée en fonction du contexte du temps, en fonction des valeurs aussi qui sont reconnues par la société à ce moment-là. Nous sommes passés d'une étape qui reconnaissait que le droit à l'instruction c'était le droit à suivre un cours, à une étape où on se dit que l'instruction cela fait partie de l'éducation et que l'éducation cela fait partie du maintien d'une collectivité qui s'identifie sur le plan culturel. Moi, je pense qu'il n'y a pas de raison que l'on reconnaisse cela dans le domaine scolaire, comme dans le cas de l'affaire Mahé, et qu'on refuse d'adopter le même principe quand on arrive à interpréter d'autres droits linguistiques.

L.F. : Que doit-on faire pour qu'une fonction publique bilingue ne le soit pas simplement sur papier ?

M.B. : Il faut trouver le moyen, je pense, de passer d'une étape où le bilinguisme est reconnu sur le plan formel pour arriver à une étape où on regarde l'efficacité du service du point de vue de l'objectif social et c'est là que je pense que la dimension nouvelle qui devrait être reconnue dans l'avenir c'est une dimension collective. Jusqu'à maintenant on a beaucoup insisté sur le droit de l'individu d'obtenir un service mais on a pas regardé tellement l'impact du service, de son organisation sur la collectivité linguistique qui veut avoir accès au droit linguistique. Par exemple, si je dis, vous avez le droit à un procès en français, la question que se pose alors la Cour est celle-ci : Est-ce que le juge qui vous entend, vous comprend suffisamment pour que vous présentiez votre cause ? Pour moi c'est pas la même question que : Est-ce que le juge qui vous entend va vous offrir la même qualité de justice que celle qui est offerte à l'anglo-phone qui lui aussi a accès aux tribunaux ? En d'autres mots, sur le plan collectif, on se dit : Est-ce que la collectivité francophone a accès à la justice de la même

manière et avec le même niveau de qualité que la communauté linguistique anglo-phone ? Il me semble qu'il faut poser la question sous cet angle-là, si on veut donner une certaine réalité au concept du bilinguisme et à la valeur fondamentale qui est évidemment celle du droit des minorités en général. Cela devient alors une question philosophique, il faut se questionner sur la nature du droit plutôt que simplement sur sa disponibilité.

L.F. : Mais pensez-vous réellement que l'on s'en va vers ce genre de questionnement sur la nature du droit ?

M.B. : Je pense que la tendance générale maintenant de la Cour suprême et des autres tribunaux c'est d'approcher les problèmes des droits sous un tel angle. On regarde de plus en plus les effets des lois plutôt que simplement la nomenclature. Il y a de fortes possibilités que l'on évolue rapidement maintenant vers une interprétation plus réaliste des droits linguistiques aussi. Ces dernières années, il n'y a pas eu beaucoup de causes linguistiques essentiellement parce qu'on perçoit ces problèmes comme des problèmes politiques et non comme des problèmes juridiques. Il y a certainement une dimension politique importante à tous ces droits mais on ne peut pas évacuer complètement la question juridique. Pour moi, ce qui est fondamental c'est que quand on reconnaît des droits linguistiques on établit un espèce de seuil minimum et en deçà de ce seuil on empêche finalement le débat politique de se faire. Ce qui veut dire que l'on réduit les tensions entre les groupes linguistiques et cela a une très grande valeur dans notre société parce que ça nous donne la chance à un meilleur niveau d'entente si les gens ne se *chicanent* pas toujours sur les mêmes questions. Si je dis : Tout le monde a le droit à un procès en français, les avocats ne vont donc plus discuter à savoir si le juge devrait ordonner un procès en français ou pas, si les

conditions sont remplies pour avoir le droit ou pas. Du même coup, la partie du débat qui divisent les communautés linguistiques disparaît et quand ça fait suffisamment longtemps que c'est disparu cela devient une chose normale. Plus c'est normal moins c'est divisif alors dans ce sens là, il me semble que c'est important d'avoir des lois linguistiques qui établissent des seuils minimums qui sont à un niveau acceptable pour la communauté et qui réduisent les occasions de tensions linguistiques.

L.F. : Quand on lit le jugement historique de la Cour suprême du mois d'août dernier, on peut noter qu'on y parle des droits linguistiques et surtout entre autres des francophones vivant en milieu minoritaire, était-ce votre touche à vous ?

M.B. : Je ne peux pas vous dire cela dans la mesure où c'était un document collectif. Mais, c'était certainement une chose acceptée par tous les juges de la Cour dans le sens où on s'est dit, quelles sont les valeurs fondamentales au fédéralisme canadien ? Quelles sont les valeurs fondamentales à partir desquelles on veut définir le niveau de démocratie au Canada ? Et, d'après moi, on ne pouvait pas oublier la question du droit des minorités parce que c'était un aspect fondamental lors de la création du Canada ainsi que lors du rapatriement de la Constitution en 1982. C'est une question fondamentale et mon expérience de vie me l'a appris. On doit y accorder beaucoup d'importance sans quoi on tomberait dans des conflits sociaux interminables, qui mèneraient au désordre et qui empêcheraient la société d'évoluer. Notre niveau de civilisation peut se définir à partir de la façon dont on arrive à agencer ces problèmes. Quant on dit, quelles sont les conditions essentielles de l'unité nationale ou du droit d'un état de se dissocier de la Fédération, il faut définir quelles sont les normes qui vont nous guider et ces normes vont être indicatives

du niveau de civilisation, de l'importance des valeurs. On est donc sorti du juridisme absolu ou technique pour entrer dans des notions qui sont plus philosophiques, qui sont plus normatives mais qui nous définissent mieux, je pense, comme nation et qui nous donnent un guide sur la manière de se conduire dans des négociations.

L.F. : Qu'est-ce que cela veut dire que d'être juge de la Cour suprême dans la vie de tous les jours ?

M.B. : Je crois que c'est une chance unique de travailler sur des questions aussi importantes, aussi difficiles. Sur le plan personnel, c'est extraordinaire d'avoir l'occasion d'exercer une certaine influence sur des décisions qui affectent fondamentalement toute la nation. C'est aussi un travail extrêmement intense, il est donc souvent difficile de se défaire de tous ces problèmes pour penser à autre chose. Dans ce sens, on ne peut le faire que si on aime terriblement son travail, sans cela on trouverait la charge trop accablante.

Bâtissez du solide.



Les recherches prouvent que les exercices des articulations portantes (marche ou danse) aident à former la masse et à maintenir la santé osseuse.

Fondez-vous sur des faits.

Défi santé : notre responsabilité à tous !
avec **PARTICIPATION** MD



Faites-vous partie du **Club des grippés**? Voulez-vous devenir membre ou découvrir comment éviter de joindre ce groupe dont le membership est particulièrement élevé au Canada? Visitez ce site de Santé Canada sur

www.francalta.ab.ca



ÉDITORIAL

Le retour de Joe Clark

Du haut de mon perchoir imaginaire, tenant à la main ma lorgnette virtuelle, j'observe et je me questionne. Je me suis surprise récemment à penser à la droite canadienne, à son avenir. À cette droite conservatrice, celle de John A. Macdonald qui a perdu tellement de plumes sous le règne de Brian Mulroney. Avec le retour de Joe Clark a-t-elle vraiment une chance de se refaire une santé? Pas vraiment, à moins d'un miracle et certains pensent qu'il sera réformiste.

Le retour de Joe Clark sur la scène politique nous donne vraiment un arrière-goût du déjà vu, de « on prend les mêmes et on recommence ». Car il faut bien le dire, les conservateurs n'ont pas fait preuve de beaucoup d'imagination en allant le chercher. Quoique M. Clark soit un vieux de la vieille, avec beaucoup d'expérience en politique, on ne peut pas dire qu'il ait eu beaucoup de chance dans sa carrière. Donc, côté renouvellement et nouvelle image du Parti conservateur, on aurait certainement pu faire mieux. Il est vrai que l'alternative était limitée à l'exception peut-être de David Orchard, qui a mis un peu de piquant dans la campagne. Alors, Joe Clark arrivera-t-il à influencer la politique du pays? Peut-être, mais le doute persiste. Malgré sa remontée dans les sondages, rappelons seulement que son parti détient 19 sièges au Parlement - et lui-même n'en a pas - alors que les réformistes en ont 60. La tâche sera donc ardue et le travail colossal, car avant de pouvoir s'engager dans des visées plus ambitieuses comme l'indiquait un éditorial du *Devoir* daté du 2 novembre 1998: « Il lui faudra effacer une dette de près de 10 millions, rebâtir la base militante et surtout redonner une personnalité propre à un parti coincé entre des libéraux devenus conservateurs et des réformistes qui veulent adoucir leur image d'extrémistes. » Une chose est sûre, M. Clark a du pain sur la planche.

M. Clark aura-t-il le choix de résister aux pressions du parti réformiste pour une droite unie? Cela dépend de la stratégie que veut suivre le Parti conservateur. Le plus pressant étant, selon eux, de ramener les électeurs perdus qui ont joint les rangs des réformistes et des bloquistes, ce qui n'est pas une mince affaire. Ce qui rend M. Peter White, ex-secrétaire principal de Brian Mulroney, sceptique: « s'il pense qu'il peut persuader tous ceux qui sont partis et qui sont allés vers le Reform, de revenir à son parti, je pense qu'il rêve en couleurs. » Toutefois, en s'engageant les yeux fermés dans une union avec les réformistes, M. Clark se serait automatiquement mis à dos une partie de l'électorat québécois toujours favorable au Canada.

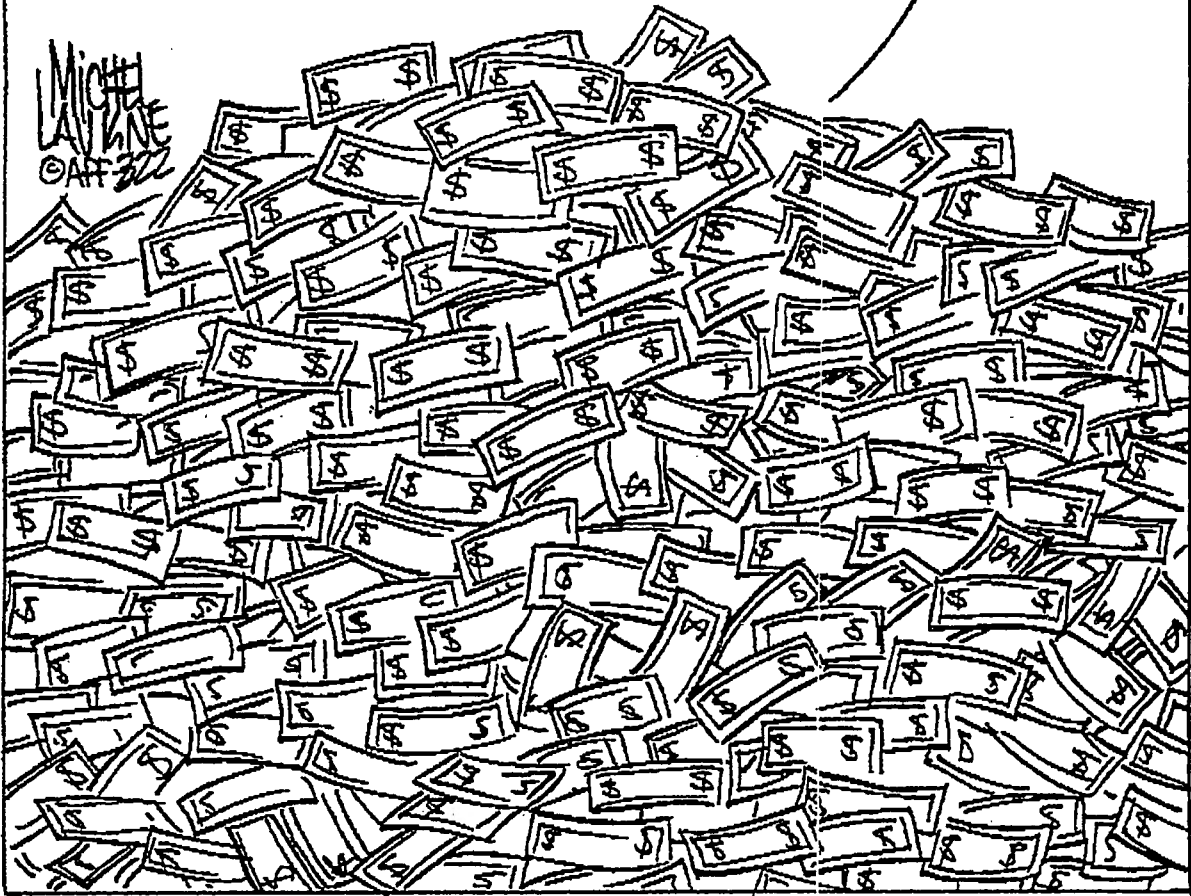
Dans la mesure où la prudence est mère de sûreté, M. Clark ne peut pas se permettre de brûler des étapes. Mais pourra-t-il résister longtemps? Là encore on peut en douter, car les réformistes et les conservateurs savent pertinemment qu'il ne pourront pas se défaire des libéraux aux prochaines élections sans en arriver à une alliance. Si cette alliance se réalisait un jour, la question resterait à savoir si elle sera dirigée par un Joe Clark ou un Preston Manning, à moins que ce ne soit un Ralph Klein.

N. Kermoal

Nathalie Kermoal

LA VISION DE PAUL MARTIN,
MINISTRE DES FINANCES

JE NE VOIS
AUCUN SURPLUS
BUDGÉTAIRE
À L'HORIZON!
EN FAIT,
JE NE VOIS MÊME PAS
L'HORIZON!



COURRIER DES LECTEURS

Madame la directrice,

Nous avons si souvent l'occasion de nous plaindre de l'absence de services en français que j'ai pensé vous faire parvenir cette lettre que je fais parvenir à la direction du service à la clientèle de Canadian International.

Madame, Monsieur,

Je profite de l'occasion qui m'est donné de vous livrer mes commentaires pour vous faire part de mon entière satisfaction devant la prestation de services bilingues que j'ai eu l'occasion d'apprécier lors de mon vol du 27 octobre dernier entre Edmonton et Grande Prairie.

L'agente de bord, prénommée Karen, nous a livré ses messages dans les deux langues officielles dans un français impeccable. Elle s'est d'ailleurs empressée de me parler en français lors du vol de retour Grande Prairie- Edmonton le même jour à 16h30.

C'est à des gestes comme ceux-là que l'on reconnaît votre souci de bien servir votre clientèle.

Continuez votre bon travail!

*Lyne Lemieux
Edmonton*

Directrice:
Adjointe Admin.:
Infographiste:
Journaliste:

Nathalie Kermoal
Micheline Brault
Charles Adam
Patricia Hélie



OPSCOM

Tél (613) 241-5700



Fondation Donatien Frémont, Inc.



Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Le Franco

#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129

Correspondants:

Calgary	Plamondon
Alain Bertrand	Joël Lavoie
Centralta	Denise Lavallée
Martin Blanchet	Red Deer
Fort McMurray	Claire Hélie
Nicole Pageau	Rivière-la-Paix
Lethbridge	Noëlla Fillion
Mireille Dunn	Patrick Henri
Medicine Hat	Saint-Paul
Diane Morissette-Franz	Richard Blouin

OPINION

La gestion scolaire à Calgary

LINDA COUTURE ET
ÉDITH BÉRARD-CUSTER

Calgary

La décision à laquelle est confronté Gary Mar, ministre de l'Éducation, concernant la gestion des écoles francophones de Calgary peut sembler n'être pour certains qu'une dispute parmi la minorité francophone de cette ville. Cela n'est pas le cas. Tout Albertain qui croit que les parents devraient avoir leur mot à dire en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants se doit de s'intéresser à cette question.

Ce dossier concerne également tout citoyen convaincu que la démocratie devrait avoir priorité sur les actions arbitraires prises par des factions politiques payées par nos impôts. Dans ce cas-ci, la faction se compose d'un petit groupe de francophones qui se sont déclarés *représentants* et qui demandent que le ministre de l'Éducation accorde immédiatement une commission scolaire francophone indépendante à Calgary.

Cette nouvelle bureaucratie éducationnelle coûteuse ne gèrerait que deux écoles, Ste-Marguerite Bourgeoys et Queen's Park, ce qui représente quelques 800 élèves de la maternelle à la 12^{ième} année dont la langue première est le français. Cela forcerait Ste-Marguerite-Bourgeoys et l'école Queen's Park à se retirer des systèmes catholique et public respectifs. Cette séparation forcée se ferait malgré que les parents de ces écoles aient exprimé leur désir de continuer à confier l'éducation francophone de leurs enfants à la direction des commissions scolaires existantes de Calgary.

Il va sans dire que l'entêtement de la faction à ignorer la volonté des parents a créé une discorde dans la communauté francophone. C'est le résultat inévitable d'un tel comportement anti-démocratique. Pourtant, il y a peu de temps encore, les membres de la faction refusaient toujours de reconnaître

qu'une division existait. Ils continuaient à soutenir que seules les voix des soi-disants *représentants de la communauté* c'est-à-dire eux-mêmes, reflétaient l'opinion des francophones de Calgary.

Cette étape peut être considérée comme un pas en avant, cependant, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Pour y arriver, les francophones opposés à la création d'une commission scolaire francophone à caractère linguistique exclusif ont besoin de l'aide des Albertains à travers la province.

Tout d'abord, il est primordial d'obtenir le soutien de la population en général pour encourager le ministre Mar dans ses délibérations, afin que les intérêts des enfants et des parents passent avant les tactiques de pression politique et pour que sa décision ne soit pas en faveur de cette minorité très vocale aux dépens du désir de la majorité francophone de Calgary.

Ensuite, il est impératif que le grand public perçoive cette question comme un enjeu démocratique. Il faut comprendre que ce n'est pas la majorité anglophone qui s'oppose à une commission scolaire francophone, mais plutôt une minorité de francophones qui piétinent nos droits religieux et linguistiques.

En fait, si une gestion francophone est établie dans les circonstances actuelles, elle représentera une infime minorité francophones qui imposera son désir sur la majorité de la communauté francophone à Calgary. La vraie violation des droits des francophones en milieu minoritaire serait de se faire imposer ce que la minorité nous dicte. Combien sont-ils ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Une demande officielle a été déposée auprès du ministre de l'Éducation une semaine après une réunion publique en mai dernier durant laquelle parent après parent exprimait de vives inquiétudes face à une gestion scolaire francophone à Calgary. La requête officielle d'obtenir la gestion était signée

par un groupe de parents - 10 au plus - dont les noms n'ont jamais été rendus publics. Ceux qui poussent vers une commission scolaire indépendante ont aussi renforcé leur position en indiquant qu'ils avaient l'appui unanime de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA) et de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).

En réalité, l'ACFA compte 600 membres pour une population totale de 15 000 francophones dans Calgary et sa région. Au niveau de la province, les effectifs se chiffrent à environ 8% des Albertains de langue française. Ces faibles pourcentages représentent seulement les détenteurs de carte de membre et non les participants actifs. De toute évidence, que ce soit au niveau régional ou provincial, ces nombres ne confèrent pas à l'ACFA le mandat de prendre position au nom de tous les francophones. Elle n'a, en tous les cas, pas le

droit de nier aux parents leur pouvoir de décision en ce qui concerne l'éducation de leurs propres enfants.

Quant à la Fédération des parents francophones, elle n'a pas pris la peine d'obtenir l'autorisation directement des membres concernés avant d'offrir son appui au projet d'un conseil scolaire indépendant. Par exemple, le conseil d'école de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys est une organisation membre de la FPFA. Notre conseil d'école n'a jamais donné son appui unanime sur la question, pas plus qu'il n'a tenu un vote sur cette question. Il ne s'agit, en fait, qu'une décision prise par une minorité pour la majorité. La raison derrière une telle décision arbitraire et anti-démocratique est soi-disant la protection d'un droit constitutionnel de gérer nos propres conseils scolaires francophones. À maintes reprises, plusieurs des membres de la faction ont déclaré que la Cour suprême a

conféré aux francophones le droit absolu de la gestion complète de leurs institutions.

Ceci est absolument faux et de répéter cet énoncé des milliers de fois ne le rendra pas véridique. En fait, ceux qui liront la décision sur le cas Mahé de 1990 verront que la Cour n'a que prudemment conféré le droit à un *degré de contrôle* sur une *échelle variable* déterminé par le nombre d'élèves et autres facteurs régionaux. Mais, elle n'a pas conféré le droit absolu à une gestion complète francophone.

Il existe cependant un droit traditionnel des parents d'agir dans l'intérêt de leurs enfants. La majorité des parents francophones de Calgary veut exercer ce droit en maintenant le status quo quant à la direction de ses écoles.

Nous ne pouvons qu'espérer que nos concitoyens nous aideront à convaincre M. Gary Mar de prendre une décision en notre faveur.

Rencontre avec le ministre Goodale

Le 2 novembre dernier M. Ralph Goodale, député de Regina et ministre des Ressources naturelles du Canada, rencontrait une délégation de leaders francophones de l'Ouest pour discuter de l'importance des programmes d'appui aux langues officielles du ministère du Patrimoine canadien. Sur la photo, on reconnaît (de gauche à droite) M. Ralph Goodale, Claude Shink (Saskatchewan), Michel Chartier (président de la Société Franco-Manitobaine), Annette Labelle (Saskatchewan), Daniel Thériault (Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick), Georges Arès (Association canadienne-française de l'Alberta) et Lorraine Archambault (présidente de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan).



La Fête
FRANCO-
ALBERTAINE

Vous voulez être les premiers à accueillir la Fête Franco-Albertaine en l'an 2000? Déposez votre candidature au plus tard le 15 décembre 1998 à 16h30 à l'adresse suivante:

Fête Franco-Albertaine
Pièce 303
8527 - 91^e rue
Edmonton, Alberta
T6C 3T4

Tel: 403-466-1680
Télec: 403-465-6773

Courriel: acfaprov@francalta.ab.ca

Claude Ryan reçoit un doctorat honorifique

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Le mercredi 18 novembre 1998, Monsieur Claude Ryan recevait un doctorat honorifique en droit de l'Université de l'Alberta en reconnaissance de son leadership et pour sa promotion soutenue de l'unité canadienne.

Claude Ryan est surtout connu pour avoir été pendant de nombreuses années le rédacteur en chef du journal *Le Devoir* (1964-1978) ainsi que le chef du Parti libéral de 1978 à 1982. Au-delà de ses idées, on aura surtout remarqué chez cet homme son humilité, son sens de l'humour et les mots touchant à l'égard de la communauté francophone de l'Alberta. Les paroles adressées par M. Ryan lors de la collation des grades d'automne ainsi que lors de ses deux visites à la Faculté Saint-Jean mettaient l'accent sur la nécessité de garder un Canada unit où l'anglais et le français continueraient à coexister.

Monsieur Ryan a toujours été un grand défenseur des droits linguistiques au Canada réitérant à maintes reprises son

soutien aux communautés francophones vivant à l'extérieur du Québec. Il est d'ailleurs le maître à penser de la vision d'un fédéralisme renouvelé qui est basé sur le principe de la reconnaissance de la diversité des nations au Canada. Selon M. Ryan, la fédération canadienne a su combiner le collectivisme et l'individualisme lui conférant une envergure politique beaucoup plus attrayante que celle des États-Unis. Il a même insisté sur le fait qu'il fallait se méfier de l'idée de la réforme du sénat proposée par les réformistes, qui ne fait que copier certains concepts égalitaires américains. Pour M. Ryan, l'Ouest et le Québec ont beaucoup en commun surtout quand vient le temps de parler de leurs intérêts régionaux, mais notre meilleur intérêt à tous est d'accepter les différences et non de les minimiser.

Il a aussi souligné l'excellent travail de la communauté francophone de l'Alberta et de la Faculté Saint-Jean ainsi que du gouvernement albertain pour avoir permis l'implantation d'écoles francophones dans la province. Il est évident que de tels mots lui ont valu de nombreux applaudissements.

Régional en bref

EDMONTON

ACFA régionale

L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale d'Edmonton compte un nouvel employé en ses rangs. M. Denis Laberge, un Québécois d'origine, est le nouveau directeur général de l'association. Il remplace M. Jean-Claude Giguère qui, on se souvient, assurait l'interim depuis le mois d'août dernier.

Les Chantamis

La Chorale Les Chantamis tiendra son concert de Noël annuel le 6 décembre prochain à l'église St-Joachim d'Edmonton. De nombreux chants de Noël en français sont au programme et les spectateurs seront invités à joindre leur voix à celles de la chorale. Le concert aura lieu à 13h30 et les spectateurs seront invités à faire un don pour la Banque alimentaire d'Edmonton en guise de coût d'entrée.

FALHER

Activité de Noël

Les jeunes de l'école Héritage de Falher auront la chance de rencontrer le Père Noël le samedi 12 décembre prochain, au gymnase de l'école. Tous les enfants de la communauté, ainsi que leurs parents, sont invités à se joindre à l'activité.

ST-PAUL

Journal étudiant

Les élèves de l'école du Sommet procéderont très bientôt au lancement officiel de leur journal étudiant, *L'Éko du Sommet*. La cérémonie de lancement aura lieu le 8 décembre prochain, à 17h00, à l'école du Sommet.



Centre
canadien des
armes à feu

Canadian
Firearms
Centre

ÊTES-VOUS PROPRIÉTAIRE D'ARMES À FEU?

Comment la Loi sur les armes à feu vous touche-t-elle?

1. La sécurité avant tout : le cours et l'examen de sécurité dans le maniement des armes à feu, et les règles d'entreposage, de transport et d'exposition, déjà prévus dans la loi, font maintenant partie de la *Loi sur les armes à feu*.
2. Chaque personne aura besoin d'un permis d'armes à feu pour enregistrer ses armes à feu (votre AAAF est un permis). Il y a 2 sortes de permis (renouvelables aux 5 ans):
 - possession (pour les armes à feu que vous avez maintenant)
 - OU
 - possession et acquisition (pour posséder et pour obtenir des armes à feu).
3. L'enregistrement de toutes les armes à feu commence le 1^{er} décembre 1998. Vous devez enregistrer toutes vos armes à feu d'ici le 1^{er} janvier 2003. Vous enregistrerez vos armes à feu une seule fois. Un taux fixe s'appliquera si vous enregistrez toutes les armes à feu que vous possédez d'un seul coup (peu importe le nombre).
4. Les frais de permis sont établis selon une échelle croissante. C'est moins cher les douze premiers mois.

Permis de possession	10 \$	de décembre 1998 à novembre 1999
Permis de possession et d'acquisition (carabines et fusils de chasse sans restrictions)	60 \$	à partir de décembre 1998
Enregistrement (prix fixe)	10 \$	de décembre 1998 à novembre 1999
5. Vous pouvez obtenir les formules de demande de permis et d'enregistrement dans les bureaux de poste, ou en appelant, sans frais, le 1 800 731-4000.

Pour en savoir plus,
composez le 1 800 731-4000 ou
consultez notre site Web à www.cfc-ccaf.gc.ca

LA SÉCURITÉ DES ARMES À FEU,
C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

Canada

CRTC

AVIS PUBLIC

Canada

Avis d'audience publique CRTC 1998-7-3. Suite à son Avis d'audience publique CRTC 1998-7 relativement à l'audience publique qui aura lieu le 7 décembre 1998 à Montréal (Qc), le CRTC annonce qu'à la demande de la requérante, l'article 10 (demande présentée par LES RÉSEAUX PREMIER CHOIX INC. en vue d'obtenir une licence visant l'exploitation d'une entreprise nationale de service spécialisé de télévision de langue française) est retiré de l'audience publique. Cet avis est disponible au CRTC à Hull, au (819) 997-2429; au 1-877-249-CRTC (sans frais); Internet: <http://www.crtc.gc.ca>; ou à notre bureau de Vancouver (604) 666-2111. Cet avis est disponible, sur demande, en média substitut.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



Christine Bravo

UNION LIBRE

LE RETOUR DE CHRISTINE BRAVO

Samedi 5 décembre 21 h 05

Qui sont les Finlandais? Quelles sont les habitudes et les tendances au Danemark, en Italie ou en Espagne? L'exploratrice Christine Bravo a les réponses! À travers rubriques et reportages, le nouveau magazine UNION LIBRE épluche le quotidien des citoyens de la Communauté européenne.

LA CHANCE AUX CHANSONS

LYNDA LEMAY, LA DAME DE COEUR

Jeu 10 décembre 13 h 30

vendredi 11 décembre 13 h 30

Il y a un an, la chanteuse, auteure-compositrice Lynda Lemay foulait les planches de LA CHANCE AUX CHANSONS, en s'attirant du coup l'admiration des Français. De passage à Paris où elle triomphe actuellement, la "dame de coeur" se joint à nouveau à Pascal Sevran pour interpréter, avec la sensibilité qui lui est propre, quelques-unes de ses plus belles compositions.

L'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet.

www.tv5.org

La vie d'un jeune francophone en milieu minoritaire :

Les élèves francophones en vedette !

PATRICIA HÉLIE

Calgary

confortable et on a pu commencer la production cette année. »

Onze élèves de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys de Calgary seront les vedettes d'un documentaire sur la vie des jeunes francophones en milieu minoritaire qui devrait être terminé pour le début du mois de décembre 1998.

Ce documentaire est réalisé à partir d'une subvention de Patrimoine Canada accordée il y a deux ans. « À l'époque, Richard Gagnon avait commencé à essayer de développer un goût chez les jeunes de faire des vidéos, du montage et ce genre de choses, explique Mme Josée Lapointe, animatrice culturelle à l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys et coréalisatrice du projet. Il avait donc demandé une subvention au Patrimoine canadien pour pouvoir acheter de l'équipement pour faire un beau projet avec les jeunes. La subvention a été accordée, Richard a quitté son emploi et moi je l'ai remplacé. C'est d'ailleurs pour ça qu'il y a eu une extension de projet parce que l'an passé, je n'étais pas prête à m'embarquer. J'ai réfléchi, j'ai trouvé un concept avec lequel j'étais

Des jeunes qui fréquentent l'école ont donc été choisis pour participer à cette réalisation, afin de parler de leur vie de tous les jours. « J'ai sélectionné des jeunes et des familles qui ont des situations différentes mais en même temps similaires, explique Mme Lapointe. Par exemple, on a une jeune qui vient de déménager de la Belgique, on veut donc savoir comment ça se passe, comment elle s'adapte, comment elle garde contact, c'est quoi vivre loin de sa famille; toute la réalité de devenir minoritaire et de s'adapter. On a aussi une Franco-Albertaine et une personne qui vient d'un couple exogame, alors à la maison ça se déroule beaucoup en anglais. J'ai essayé de choisir des élèves avec des situations différentes qui peuvent nous expliquer des choses différentes. Des jeunes qui, quand tu leur demandes depuis quand ils sont en Alberta, ils te donnent la date exacte. Il y en a plusieurs qui disent qu'ils ont eu du réconfort de savoir qu'il y avait une école francophone alors on mentionne aussi si c'est leur choix de venir à l'école française. Il y en a une



Photo : Patricia Hélie
Josée Lapointe et Patrick Boutin ont bien hâte de mettre la touche finale à leur documentaire.

qui a décidé qu'elle allait à l'école en anglais et, finalement, elle est revenue à l'école en français, elle n'a pas aimé l'école anglaise, elle se sentait perdue. Si on avait choisi onze autres familles, le documentaire aurait été différent parce que chaque élève a son vécu. Ce sont eux qui nous racontent leur histoire. »

Le but de ce documentaire est bien-sûr de démontrer ce qu'est la vie d'un élève de l'école française en milieu minoritaire, mais aussi de faire participer les jeunes au niveau

de la technique. Pour donner un coup de main de ce côté, un superviseur technique, Patrick Boutin, a été embauché. « C'est ma première expérience avec les jeunes et c'est très bon pour moi, souligne M. Boutin. J'apprends du nouveau et ça va m'être utile pour plus tard. Habituellement, je travaille avec des professionnels, cette fois-ci c'est un peu un rôle d'enseignant et comme les jeunes aiment beaucoup ce qu'ils font, c'est facile. Je suis donc là pour leur montrer comment une caméra fonctionne et comment prendre de bonnes

prises de vue. Je m'occupe également du montage. »

« Les jeunes ont l'air fiers de faire partie du projet et ils participent beaucoup, ajoute Mme Lapointe. J'essaie d'établir un travail d'équipe entre un élève de douzième année et un de septième année qui normalement ne se parleraient pas. Là, ils se parlent et sentent qu'ils font partie d'un projet. »

Comme les bons résultats ne tombent pas du ciel, Patrick et Josée travaillent très fort sur le documentaire. En fait, on parle de sept jours sur sept. « On n'a pas vraiment le choix parce qu'on ne peut pas aller filmer avec les jeunes pendant les heures de cours, expliquent-ils. On filme donc le soir et les fins de semaine. Le reste de la journée, on fait de la préparation, c'est-à-dire qu'on fait les téléphones pour obtenir les autorisations de filmer, on prévoit le transport, on coordonne les jeunes avec leur horaire et celui des parents et on voit au montage du documentaire. »

La grande première du documentaire devrait normalement avoir lieu au début du mois de décembre, au théâtre de La Cité des Rocheuses.

HO! HO! HO! HO!

CONCOURS DE DESSINS DE NOËL

À l'occasion du Temps des Fêtes, le journal LE FRANCO organise, en collaboration avec la librairie *Le Carrefour*, un concours de dessins de Noël pour les jeunes de 3 à 13 ans inclusivement; ainsi qu'un concours de contes et poèmes de Noël pour les jeunes de 14 à 18 ans.

Pour les catégories A-B et C (3 à 13 ans) les participant(e)s devront dessiner un sujet se rapportant à la Fête de Noël, au Jour de l'An, à l'hiver, etc. Faites travailler votre imagination. Les dessins doivent être faits à la main. Nous n'acceptons pas de dessins à l'ordinateur.

Pour la catégorie D - 14 à 18 ans, les participant(e)s doivent composer un conte de Noël ou un poème se rapportant à la Fête de Noël, au jour de l'An, à l'hiver, etc. Les contes et les poèmes devront être tapés à l'ordinateur.

Nous remettons 8 prix (livres d'histoire, cassettes, disques compacts, dictionnaires, etc.) d'une valeur de 25\$ chacun, aux deux plus beaux dessins dans les 3 catégories (A, B et C) et 2 prix dans la catégorie D pour les deux meilleurs contes ou poèmes.

Catégorie A - 3 à 6 ans

Catégorie B - 7 à 9 ans

Catégorie C - 10 à 13 ans

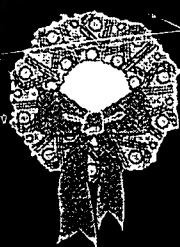
Catégorie D - 14 à 18 ans

Date limite: Vous avez jusqu'au mercredi 2 décembre 1998 à minuit, l'oblitération postale en faisant foi, pour nous envoyer votre chef-d'oeuvre. Les noms des gagnants et des gagnantes seront connus dans l'édition spéciale de Noël du journal LE FRANCO, le 11 décembre 1998.

Les six dessins ainsi que 2 contes ou poèmes serviront à illustrer l'édition spéciale de Noël et seront aussi exposés à la librairie *Le Carrefour* du 12 décembre 1998 au 3 janvier 1999.

Prière de mettre votre nom et prénom à l'endos de votre dessin, conte ou poème et envoyez-les à l'adresse suivante:

Le Franco
Concours de dessins
de Noël
Pièce 201,
8527-91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco



Salon du Livre

Le Carrefour

Bientôt
chez-vous!

Sera au club Alouette de Falher,
les 10 et 11 décembre prochains

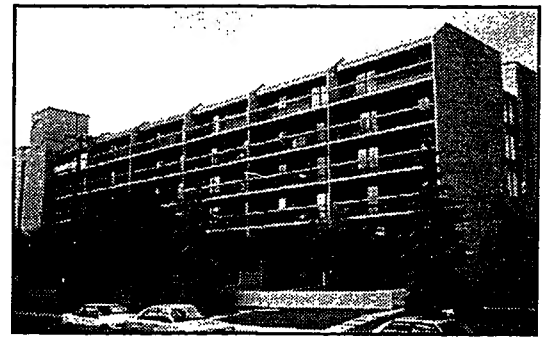
10 décembre: de 12h00 à 21h00
11 décembre: de 9h00 à 17h00

Info: Patrick Henri au 837-2296

Le Franco : 465-6581

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

POSSIBILITÉ D'INVESTISSEMENT EN ALBERTA



Nom de l'ensemble : Hillview Apartments

Adresse : 9342 - 103^e Avenue, Edmonton (Alberta)

Avantages d'investissement : Assurance prêt LNH couvrant jusqu'à 85 % du prix de vente (acheteurs admissibles)

Particularités de l'ensemble :

- 1 immeuble de 6 étages, de 65 logements
- immeuble en béton précontraint par post-tension, avec ascenseur
- 9 studios
- 43 logements de une chambre
- 9 logements de deux chambres
- 4 logements de trois chambres
- 41 places de stationnement souterraines chauffées et 21 places extérieures
- réfrigérateur et cuisinière dans chaque logement
- toiture neuve en 1997 ainsi que de nombreuses réparations
- revenu locatif mensuel possible : 27 790 \$

Pour obtenir plus d'informations, y compris un prospectus, veuillez téléphoner ou écrire à l'endroit suivant :

Société canadienne d'hypothèques et de logement

C.P. 2560, 500, 708, 11^e Avenue S.-O.,

Calgary (Alberta) T2P 2N9

Téléphone : Richard Anda (403) 515-2948. Télécopieur : (403) 515-2932.

Adresse électronique : randa@cmhc-schl.gc.ca

Date limite : Les propositions doivent parvenir au plus tard à 14 heures, heure de Calgary, le 9 décembre 1998.

SCHL CMHC
Canada



University
of
Alberta

Éducation à distance à la Faculté Saint-Jean

FACULTÉ SAINT-JEAN

Vous désirez commencer votre Baccalauréat ou votre Maîtrise?
La Faculté Saint-Jean offre des cours le soir, les fins de semaine et en ligne par vidéoconférence et applications Internet.

Cours prévus de janvier à avril 1999

Programmes des Baccalauréats ès Arts et en Éducation

PSYCE 105	Comportement social et individuel	mercredi	18h30-21h30
LINGO 200	Introduction à l'étude du langage	Internet	
FRANC 267	De la lecture à l'écriture	mardi	19h15-22h15
SOCIE 348	Sociologie des média et de l'information	lundi	18h30-21h30

Sites des cours: Calgary, Saint-Paul, Cold Lake & selon les inscriptions

Programme de Maîtrise en sciences de l'éducation

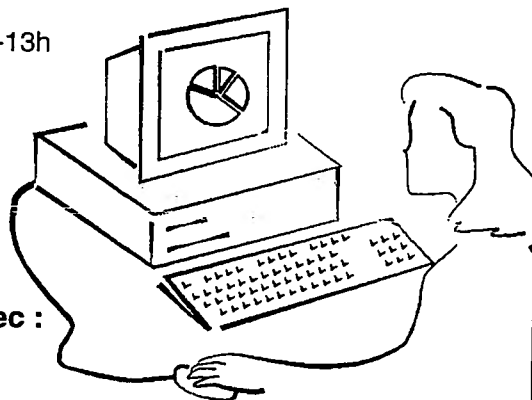
MEDU 520 Tendances actuelles en éducation des francophones
vendredi 18h-21h & samedi 9h30-13h
(4 fins de semaines/semestre)

Sites des cours:

Grande Prairie, Vancouver, Saskatoon
& selon les inscriptions

Pour vous inscrire,
communiquez avant le 18 décembre avec :

Mme Nathalie Griffon
Coordonnatrice de l'éducation à distance
Téléphone : (403) 465-8737
Adresse électronique : nathalie.griffon@ualberta.ca



Avis de santé

Attention aux parents et gardiens/ gardiennes de très jeunes enfants

Par mesure de précaution, Santé Canada a émis un Avis de santé le 16 novembre 1998, concernant les produits en vinyle souple que les très jeunes enfants mettent dans leur bouche.

Jouets de dentition souples et hochets souples

Les produits qui sont conçus pour être sucés ou «se faire les dents» (jouets de dentition souples et hochets souples) qui sont fabriqués en vinyle souple (PVC) présentent un risque potentiel pour la santé des très jeunes enfants (pesant moins de huit kilogrammes) lorsqu'ils sont sucés ou mâchouillés pendant des périodes prolongées (trois heures par jour ou plus, tous les jours). Il est recommandé aux parents ainsi qu'aux gardiens et gardiennes d'enfants de jeter ces produits.

Petits jouets en vinyle souple souvent utilisés dans les lits de bébé et les parcs pour enfants

De plus, les parents ainsi que les gardiens et gardiennes d'enfants devraient surveiller l'utilisation d'autres petits jouets en vinyle souple non conçus pour être sucés ou mâchouillés, mais qui sont souvent présents dans le lit de bébé ou dans le parc pour enfants; ils devraient retirer ces produits de l'environnement de l'enfant s'ils se rendent compte qu'il les suce ou les mâchouille pendant des périodes prolongées (trois heures par jour ou plus, tous les jours).

Cet avis ne s'applique ni aux sucettes ni aux tétines de biberons.

Pour toute question, reportez-vous au site Web de Santé Canada

www.hc-sc.gc.ca/avis

ou composez le numéro sans frais

1-888-774-1111

Téléimprimeur : 1-800-465-7735



Santé
Canada

Health
Canada

Canada

Faits saillants de la réunion de l'Exécutif de l'ACFA

Date: 13 novembre 1998

Librairie Le Carrefour

La Cité francophone ayant accepté la proposition de l'Exécutif, la Librairie Le Carrefour sera agrandie au cours des prochains mois.

Comité consultatif sur le Français 30

Marcel Lavallée a accepté de représenter l'ACFA sur ce comité.

Consultation du Sénateur Jean-Maurice Simard sur l'impact des transformations gouvernementales sur les communautés francophones hors Québec

Louissette Villeneuve et Georges Arès ont rencontré le sénateur Jean-Maurice Simard le 3 novembre dernier. Ils lui ont présenté un mémoire décrivant l'impact des transformations gouvernementales sur les services en français offerts aux francophones.

Nouveau discours de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

Louissette Villeneuve a écrit une lettre au président de la FCFA du Canada pour lui faire part des recommandations des participant.es à l'atelier du Rond-Point du 17 octobre dernier.

Rapport Gardons notre santé de la FCFA

Ce rapport préparé par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada n'est pas satisfaisant il ne présente aucunement la situation des services en santé en français en Alberta. Une lettre sera envoyée à la FCFA à cet égard.

Réception du Rapport Moreau sur la gestion scolaire à Calgary

Le Comité Exécutif prend connaissance du rapport de Me Moreau et reçoit une copie de la lettre envoyée au ministre Gary Mar sollicitant une rencontre pour discuter avec lui entre autres du dossier de la gestion scolaire en Alberta.

Repositionnement

L'objectif des membres du comité est de déposer un rapport final au printemps 1999.

Équipe francophonie

Louissette Villeneuve et Georges Arès ont participé aux rencontres de l'Équipe francophonie à Ottawa du 31 octobre au 4 novembre dernier. Ils ont rencontré plus de 48 députés, sénateurs, ministres, haut fonctionnaires afin de convaincre le gouvernement de réinvestir dans les communautés francophones à l'occasion de la renégociation des ententes Canada-communautés.

Répartition des dossiers et comités

Louissette Villeneuve:	Politique et Repositionnement
Guy Nobert	Développement culturel et Comité permanent de développement communautaire
Ben Van De Walle	Développement des ressources humaines, Comité du ministre de l'Éducation sur l'éducation française
Jean Guy Thibaudeau	Éducation postsecondaire, Prix d'Excellence, Réseau FrancAlta
Georges Arès	Fête Franco-Albertaine

Rachelle Bergeron étant absente, le dossier Santé lui est réservé sur une base temporaire.

Jean-Guy Thibaudeau est élu Premier vice-président.

Conflits d'intérêts

Les membres de l'Exécutif s'entendent pour que toute perception de conflits d'intérêts soit évitée. Il ne suffit pas de savoir qu'il n'existe pas de conflits d'intérêts il faut s'assurer qu'il n'y a pas perception de conflits d'intérêt.

Congés de Noël

Le bureau sera fermé à compter du 24 décembre à midi et rouvrira ses portes le 2 janvier à 8h30.

Dates du Bureau des Président.es

Les prochaines rencontres du Bureau des Président.es se tiendront le 16 janvier, 15 mai et 25 septembre 1999.



À noter !

Pour des raisons techniques, il nous est impossible de vous présenter la suite de la série sur la Première guerre mondiale (Simon Pagé) cette semaine. Nous reprendrons cette série à partir de la semaine prochaine. Toutes nos excuses pour ce petit délais.

MORDUS DU MICRO 3^e édition



PRIX

Courez la chance d'animer votre émission à la Première Chaîne de Radio-Canada à l'été 99 et de gagner en plus :

- un des quatre stages rémunérés dans une des stations de Radio-Canada au pays ou
- un poste de chroniqueur hebdomadaire à Montréal à l'été 99 ou
- un emploi au projet Radio jeunesse pour le Sommet de la francophonie de Moncton en août 99.

Pour de plus amples détails :
1-888-597-5381
www.radio-canada.ca/radio/mordus

POUR PARTICIPER

Envoyez une cassette audio de 4 à 5 minutes sur laquelle vous expliquez ce que vous feriez d'une heure d'antenne. La cassette doit parvenir au plus tard le 18 décembre 1998 à :

Lou Tremblay
Société Radio-Canada
Émission Les Mordus du Micro,
8^e étage
1400, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec)
H2L 2M2

CHFA alberta
première chaîne
Radio-Canada

CBC Radio-Canada

Radio-Canada désire constituer une banque de:

JOURNALISTES RADIO INFORMATION RADIO FRANÇAISE

pour des besoins éventuels à temps plein ou à temps partiel, à Montréal ou ailleurs au pays.

Nous recherchons des candidats ayant une base en journalisme et possédant une bonne formation dans les domaines politique, économique, éducation, histoire, etc.

Les candidats devront posséder:

- formation universitaire dans un domaine relié à l'emploi
- expérience en journalisme
- bonnes connaissances générales
- bonne connaissance de l'actualité régionale, nationale et internationale
- maîtrise du français parlé et écrit ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais
- doit être à l'aise au micro, même en direct
- connaissances informatiques

Les candidats seront soumis à des tests de rédaction et de connaissances générales et d'actualité.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, le plus rapidement possible, à l'adresse suivante : Société Radio-Canada a/s Chantal Desroches, Ressources humaines, 22e étage, 1400, boul. René-Lévesque Est Montréal, Québec H2L 2M2, tc (514) 597-4562.

Radio-Canada s'engage à appliquer le principe de l'équité en matière d'emploi et de représentation à l'antenne.



Défense nationale National Defence

Invitation à soumettre une déclaration d'intérêt en vue de fournir à bail à long terme (avec ou sans option d'achat) de nouvelles installations pour loger les unités de milice dans deux manèges militaires dans la ville d'Edmonton, en Alberta, pour un coût inférieur à ce qu'il en coûterait d'être propriétaire.

Cette demande de déclaration d'intérêt a pour objet de présélectionner un maximum de quatre entreprises, ayant le plus haut pointage suite à l'examen des déclarations d'intérêts soumises. Les entreprises présélectionnées pourront être invitées à participer à une demande de propositions dans le but de choisir une ou deux entreprises qui fourniront les installations pour les deux manèges militaires.

L'entreprise qui sera retenue, suite à l'étape de demandes de propositions, fournira les services suivants: financement, acquisition de l'emplacement, conception, construction et/ou rénovation du projet, gestion du projet, aménagement, fonctionnement et entretien de l'installation, tel que spécifié dans la demande de propositions et selon une cession-bail ou un achat ferme par le ministère.

Les entreprises intéressées qui peuvent:

- financer des projets de 20 millions de dollars ou plus si intéressées à fournir les deux manèges militaires; ou
- financer des projets de 10 millions de dollars ou plus si intéressées à fournir le manège militaire au Sud d'Edmonton; ou
- financer des projets de 8 millions de dollars ou plus si intéressées à fournir le manège militaire au Nord d'Edmonton; et
- qui peuvent fournir un(des) terrain(s) à l'intérieur d'Edmonton, un doit être sur le côté sud de la rivière North Saskatchewan et/ou l'autre site doit être situé sur le côté nord de la rivière. Les deux sites doivent être situés près d'une zone résidentielle et doivent être accessibles par autobus/ ligne de transport; et;
- qui peuvent démontrer leur expérience dans au moins un projet comparable, c'est-à-dire un projet semblable de la même valeur, qui a été conçu, construit, financé, entretenu, opéré et géré par cette entreprise; ou qui ont formé un partenariat ou une entreprise conjointe et ont démontré, respectivement, avoir les compétences et la capacité de financer, concevoir et construire des installations du type et de la taille décrites dans le présent document, et peuvent démontrer clairement la capacité qu'elles ont de mettre à profit ces aptitudes au sein d'une équipe efficace sont invitées à soumettre leur déclaration d'intérêt. CDC examinera les déclarations d'intérêts soumises afin de déterminer la capacité d'entreprendre le projet.

Les documents pertinents aux fins de la présélection peuvent être obtenues auprès de MERX (1-800-964-6379).

Ce marché suit une procédure d'appel d'offres conformément au chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur et au chapitre 10 de l'ALÉNA.

Pour être pris en considération, les documents dûment remplis doivent être parvenus au plus tard le 31 mars 1998 à 15h00 (heure locale) à:

Direction des marchés
Construction de Défense Canada
Place de Ville, Tour B
112, rue Kent, 17ième étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0K3

Canada



Dans l'ordre habituel, Thérèse Laplante, Rollande Lefebvre, Lisette Vienne, Thérèse Dallaire, Lisette Murray, Marie-Claire McNeil, Sylvie Pageau et Claire Paquin-Murphy.

ACFA régionale d'Edmonton : Une fin de semaine d'évasion bien méritée

LISETTE VIENNE
Edmonton

Durant la fin de semaine du 6 novembre, une dizaine de femmes de 34 à 75 ans ont participé à la fin de semaine d'évasion proposée par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale d'Edmonton. Comme dans la chanson de Judy Richards, elles ont dit « Bye bye au fax, au téléphone... j'fou l'camp ! » et elles ont pris le chemin du Birch Bay Ranch situé à une trentaine de kilomètres d'Edmonton.

Au programme : yoga, reiki, tai-chi et auto-massage. Pour les plus aventureuses : équitation, escalade intérieure et super-zip. Malgré un petit vent frais, presque toutes ont participé à la promenade en traîneau. De quoi s'ouvrir l'appétit pour les excellents repas servis au ranch.

Les soirées se sont déroulées au coin d'un immense feu de bois, à échanger des expériences de vie et des confidences ou encore à jouer aux espionnes internationales lors du souper meurtre et mystère, le tout ponctué de grands éclats de rire.

Malgré les nombreuses activités proposées, il restait du temps pour les promenades solitaires ou en groupe et pour quelques parties de cartes endiablées.

À la fin de la fin de semaine, les participantes ont quitté le ranch à regret. Toutes étaient très satisfaites de leur expérience et ont fait quelques suggestions pour une prochaine fin de semaine. Elles se sont données rendez-vous l'été prochain et espèrent accueillir de nouvelles participantes de tous âges.

Salon du Livre

Le Carrefour

Bientôt
chez-vous!

Sera au Centre culturel de
Fort McMurray les 3 et 4
décembre prochains

le 3 décembre: 13h00 à 21h00

le 4 décembre: 9h00 à 16h00

Info: Nicole Pageau au 791-7700

Dictée des AMÉRIQUES

Le Centre éducatif communautaire de l'Alberta de la Faculté Saint-Jean, en collaboration avec les régionales de l'ACFA et les centres régionaux du CÉCA vous invitent à participer à la sixième édition de la Dictée des Amériques.

Cette compétition vise à encourager l'excellence tout en générant une nouvelle source de motivation pour tous ceux et pour toutes celles qui ont à coeur le rayonnement de la langue française.

Le 7 décembre 1998 à 13h00 aura lieu la demi-finale dans onze régions de l'Alberta. Pour vous inscrire, veuillez communiquer avec le centre le plus près de chez-vous!

Bonnyville: ACFA/826-5275
Calgary: CÉCA/297-4092
Cold Lake: ACFA/594-0666
Edmonton: CÉCA/465-8600
Fort McMurray: ACFA/791-7700
Lethbridge: ACFA/328-8506
Medicine Hat: ACFA/528-4419
Morinville-Legal: ACFA/961-3665
Plamondon: ACFA/798-3896
Rivière-la-Paix: ACFA/837-2296
Saint-Paul: CÉCA/645-6604

Éligibilité

être âgé.e de
plus de 18 ans
au 31 mars
1998

Pour plus d'informations, veuillez téléphoner au:
465-8600

Conseillères régionales ou conseillers régionaux

Anciens combattants Canada
Calgary (Alberta)

Anciens combattants Canada sollicite des candidatures pour des postes temporaires de conseillère régionale ou conseiller régional. Vous toucherez un salaire, calculé sur une base annuelle, variant entre 36 417 \$ et 45 515 \$.

Pour plus d'information sur ces postes et sur les façons de postuler, veuillez visiter notre site Internet à www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm ou utiliser notre ligne InfoTel à Calgary au (403) 292-4333. Le présent concours se termine le 13 décembre 1998.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.

Commission de la fonction publique Public Service Commission
du Canada of Canada

Canada

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 \$ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50\$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 465-6581

Professeurs de français langue seconde, aux militaires. Bacc. en éducation ou bacc. et expérience. Horaire: le jour à temps partiel. Salaire: selon l'expérience. Appelez Marjolaine au 458-3800 après 17h00. (4-12)

Bungalow à louer, 2 ch. à coucher, Bonnie Doon, près de la Faculté St-Jean, sous-sol fini avec 1 ch. à coucher; 4 appareils ménagers, disponible le 1er décembre 650\$/mois, et 650\$ dépôt de sécurité. Appelez Valérie au 469-5636 (11-12)

Tourtières (pâtés à la viande) et tartes au sucre. Réservez maintenant en appelant Thérèse au 440-6946 (après 17h) ou laissez un message (11-12)



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin Service (24 heures)
8829 - 95e Rue 426-6625
Edmonton, Alberta Rés.: 468-3067
T6C 3W6 Téléc.: 463-2514

« Les Chantamis vous font cadeau de leur concert de Noël »

Quand: Dimanche le 6 décembre à 13h30

Où: L'église St-Joachim 9928-110 rue, Edmonton

Coût: Un don pour la Banque Alimentaire d'Edmonton. Les Chantamis vous présenteront de nombreux chants de Noël en français et vous serez invités à chanter avec la chorale des airs bien connus de tous !!!

PEINTRE

PHILIPPE JACOB
Résidentiel et Commercial/Bon Prix
Tél: (403) 461-1067

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille

1719 - 5 rue S.O.

Samedi: 17h

Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal

Paroisse St-Emile
dimanche: 11h00

St-Albert

Chapelle Connelly-McKinley

9, Muir Drive

Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin

8410-89e rue

Samedi: 16h30

Dimanche: 9h30 et 11h00

Immaculée-Conception

10830-96e rue

Dimanche: 10h30

Ste-Anne

9810-165e rue

Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim

9928-110e rue

Mer., ven. et sam. 17h

Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital

4905-50e rue

Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore

Dimanche: 11h30

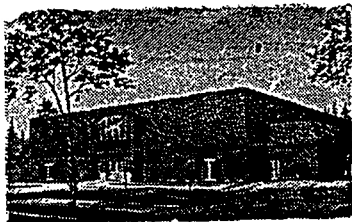
ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30

Dimanche: à 9h30

**Connelly
McKinley Ltd.**

Salon Funéraire



10011 - 114^e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert

256, rue Fir
Sherwood
Park

458-2222

464-2226

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982

Century 21

Paulette Maltais, B.Ed., M.A.
AGENTE IMMOBILIÈRE

A.L.L. Stars Realty Ltd.

312 Saddleback Road
Edmonton, Alberta T6J 4R7
Bureau 403-434-4700
Téléc.: 403-436-9902
Courriel: c21edm@aol.com



Denis Tondreau

Artiste/peintre du Québec représenté en Alberta par ARTISANS
517 - 10e ave S.O.
Calgary, Alberta, T2R 0A8
Tél.: (403) 216-0080



DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142^e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189

Rés.: 465-3533

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101^e Rue
Edmonton, Alberta T3H 4B8

Obstétricien

Tél.: 421-4728

Gynécologue

DR R.D. BREault
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.

Pièce 302, 8225 - 105^e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2

Tél.: 439-3797

DUROCHER SIMPSON

AVOCATS

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

Contactez: M^e Allan W. Damer, avocat

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,

10060 avenue Jasper

Tél.: 420-6850

MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

**Abonnez-vous
dès maintenant!**

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

- ☐ 1 AN - 26,75\$
 - ☐ 2 ANS - 48,15\$
 - ☐ HORS CANADA - 1 AN - 51,36\$
- (TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom:

Adresse:

Ville: Province:

Code postal:

Téléphone:

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres molliées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1

Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647

Courrier électronique: n.kermoal@francalta.ab.ca





Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Information sur les programmes d'aide financière aux agriculteurs

Retrait provisoire du CSRN – Rappel

- Un élément du programme, annoncé en juin, permet aux producteurs de retirer de l'argent de leur compte au cours de l'année où le besoin financier survient;
- Offert aux participants au CSRN dont le solde du compte est suffisant pour couvrir le retrait provisoire;
- La demande de retrait provisoire est accompagnée d'une feuille de calcul pour aider les producteurs à évaluer le montant du retrait auquel ils ont droit pour l'année de stabilisation 1998;
- L'administration du CSRN émet le chèque dans les 30 jours suivant réception de la demande;
- Les demandes de retrait provisoire seront acceptées jusqu'au 31 décembre 1998. Les chèques visant les demandes reçues après le 1^{er} décembre 1998 ne seront peut-être pas envoyés avant 1999.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez signaler le 1-800-665-2776.

LE CSRN EST UN PROGRAMME FÉDÉRAL-PROVINCIAL AU MANITOBA ET EN SASKATCHEWAN
ET UN PROGRAMME FÉDÉRAL EN ALBERTA

Manitoba



Government of
Saskatchewan

Canada

Le programme de paiement anticipé

- Les avances de fonds peuvent être consenties au moment des récoltes, ou à une date ultérieure, pour permettre aux agriculteurs d'entreposer leurs récoltes et de vendre leurs produits pendant l'année lorsque les conditions du marché sont meilleures;
- Le gouvernement du Canada paye les intérêts sur les premiers 50 000 \$ de l'avance de fonds;
- Le montant total de l'avance de fonds est fondé sur la moitié (50 %) du prix moyen à la production prévu de la récolte entreposée. Le montant maximum de l'emprunt est de 250 000 \$ pour une période maximale d'un an;
- Les paiements anticipés sont disponibles par l'entremise de la Commission canadienne du blé pour les grains «Commission», et par l'entremise de la *Canadian Canola Growers Association* pour le colza et les autres grains;
- En ce qui trait à la production de pommes de terre, de maïs, de légumineuses et de miel, les paiements anticipés sont disponibles par l'entremise d'autres organisations de producteurs;
- Pour être admissible à une avance de fonds, l'agriculteur doit entreposer ses récoltes telles quelles. Lorsque le produit est vendu, l'agriculteur rembourse le montant de l'avance.

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser soit à l'exploitant de silos-élevateurs le plus près de chez vous, soit à votre organisation de producteurs, ou à la :

Direction générale des services à l'industrie
et aux marchés

Agriculture et Agroalimentaire Canada
2200, Walkley Road
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5

Tél. : (613) 957-7078

Télec. : (613) 941-4867

Courriel : ampa@em.agr.ca

Internet : <http://www.agr.ca/progser>

LE PROGRAMME DE PAIEMENT ANTICIPÉ EST UN PROGRAMME DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada